



Société de Commissariat aux Comptes inscrite
à la Compagnie Régionale de Versailles

LA VOIX DU DEVENIR

Association pour la Gestion
des Etablissements Spécialisés

Rue Michel-Ange
93600 AULNAY SOUS BOIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS A L'ASSEMBLEE GENERALE DU 23 JUIN 2025 EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

A l'assemblée générale de l'Association **LA VOIX DU DEVENIR**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **LA VOIX DU DEVENIR** relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués à l'association **LA VOIX DU DEVENIR**.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration du 16 avril 2025.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent

provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Fait à Courbevoie,

Le 14 Juin 2025



Cabinet JYM AUDIT
Norman ALLAL
Commissaire aux Comptes

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	1 376 221	1 376 221		
Frais de recherche et de développement	2 200	2 200		
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	172 477	167 619	4 859	7 811
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 229 316	19 273	1 210 043	1 210 043
Constructions	47 120 083	28 163 482	18 956 601	19 681 591
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 956 234	2 297 137	659 097	420 667
Autres immobilisations corporelles	8 261 499	6 061 791	2 199 708	2 146 287
Immobilisations corporelles en cours				1 420
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				57 990
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	20 482		20 482	20 482
Autres immobilisations financières	81 740	18 646	63 094	61 274
TOTAL I	61 220 252	38 106 369	23 113 883	23 607 565
Comptes de liaison	II			
Actif circulant				
Stocks et encours	30 885		30 885	30 226
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 450 451	217 340	1 233 112	1 437 245
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	610 055		610 055	542 690
Valeurs mobilières de placement	5 289 848	913	5 288 935	262 238
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	11 073 906		11 073 906	14 529 607
Charges constatées d'avance	75 754		75 754	63 270
TOTAL III	18 530 901	218 253	18 312 648	16 865 276
Frais d'émission des emprunts	IV			
Primes de remboursement des obligations	V			
Écarts de conversion actif	VI			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	79 751 152	38 324 622	41 426 531	40 472 841

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	871 982	871 982
Fonds propres complémentaires	12 998 799	12 998 799
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	307 598	307 598
Réserves pour projet de l'entité	8 974 033	8 205 220
Autres réserves	1 215 621	1 215 621
Report à nouveau	-5 487 752	-4 877 886
Excédent ou déficit de l'exercice	-56 842	158 948
Situation nette	18 823 440	18 880 282
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 180 549	965 428
Provisions réglementées	869 610	738 248
TOTAL I	20 873 599	20 583 958
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	2 874 442	1 790 591
TOTAL III	2 874 442	1 790 591
Provisions		
Provisions pour risques	395 384	473 984
Provisions pour charges	919 752	809 743
TOTAL IV	1 315 136	1 283 727
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés	37 461	38 834
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 106 141	11 958 368
Emprunts et dettes financières diverses	12 297	11 879
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	894 055	727 978
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	3 058 237	2 656 056
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 255 162	1 421 450
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	16 363 354	16 814 565
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	41 426 531	40 472 841

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	3 185	3 890
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	29 679	26 092
- dont ventes de dons en nature	467	278
Ventes de prestations de services	1 066 429	990 869
- dont parrainages	192 491	182 212
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	29 981 323	29 707 987
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	7 050	11 285
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	-4 491	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	207 195	352 096
Utilisations des fonds dédiés	409 273	184 413
Autres produits	2 326 566	2 131 577
TOTAL I	34 026 208	33 408 209
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks	-659	1 847
Autres achats et charges externes	7 521 992	7 669 929
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 079 736	1 895 852
Salaires et traitements	14 969 887	14 518 939
Charges sociales	5 727 189	5 478 142
Dotations aux amortissements et dépréciations	2 017 808	1 873 091
Dotations aux provisions	130 251	379 782
Reports en fonds dédiés	1 495 358	1 088 134
Autres charges	27 843	133 153
TOTAL II	33 969 405	33 038 870
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	56 803	369 340
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	173 090	9 375
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	17 847	18 753
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		1 611
TOTAL III	190 937	29 740
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	537	
Intérêts et charges assimilées	332 273	478 656
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	332 810	478 656
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-141 873	-448 916
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-85 070	-79 577

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	295 763	441 811
Sur opérations en capital	143 739	127 960
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 135	
TOTAL V	441 637	569 772
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	224 916	283 005
Sur opérations en capital	20 932	16 793
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	138 196	17 670
TOTAL VI	384 044	317 468
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	57 594	252 303
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	29 366	13 779
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	34 658 782	34 007 721
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	34 715 624	33 848 773
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-56 842	158 948

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

1 PRÉAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan	41 426 531 €
- Total du compte de résultat (<i>charges</i>)	34 715 624 €
- Résultat de l'exercice (<i>Déficit</i>)	-56 842 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

2 PRÉSENTATION DE L'ENTITE ET DE SES ACTIVITÉS

2.1 Présentation de l'entité

En 1975 l'A.R.P.E.D., nait à l'initiative de parents aulnésiens soutenus par le maire M. ABRIOUX. Cette association mère est à l'origine de la création du premier établissement médico-social à Aulnay-Sous-Bois à la même année, le centre René LALOUETTE ouvre ses portes pour accueillir des enfants âgés de 6 à 14 ans en situation de handicap mental.

Un an après, en 1976 l'association A.G.E.S.T.L. (Association pour la Gestion des Etablissements Spécialisés Toulouse Lautrec) se crée pour donner naissance à l'IME Toulouse Lautrec et se distinguer de l'ARPED qui conserve le centre René Lalouette. La nouvelle association AGESTL ambitionne alors son développement pour assurer la gestion des établissements. La Mairie d'Aulnay-sous-Bois est partie prenante de l'Association dès son origine pour mettre à disposition le foncier et soutenir l'Association pour ses emprunts en tant que caution, il devient alors Président de droit et désigne des élus pour la gouvernance pour les deux associations.

Au fur et à mesure de l'évolution en âge des enfants accueillis au sein de l'IME Toulouse Lautrec et accompagnés et l'apparition de nouveaux besoins, il s'est senti le besoin de créer de nouveaux établissements au sein du territoire d'Aulnay-sous-Bois pour faire face aux désarrois des familles à la recherche d'établissements médicosociaux une fois l'enfant devenu adulte avec des problématiques diverses et des besoins à adapter pour les personnes en situation de handicap mental. En effet, devenir des adultes en situation de handicap avec des besoins spécifiques au sein de la structure (IME) va très vite se poser au centre des préoccupations de la gouvernance de l'association.

L'association poursuit son développement et en 1980 se crée l'E.S.A.T. (25 places) dans les locaux de l'I.M.E. pour une partie et une antenne située en ville pour l'atelier maçonnerie (10 places).

En 1986, l'Association saisit l'opportunité de la réhabilitation de la zone Chanteloup à Aulnay-Sous-Bois pour subventionner et favoriser l'installation de l'E.S.A.T. dans de nouveaux locaux. Il accueille alors 52 travailleurs handicapés et 23 adultes en Section d'Adaptation Spécialisée.

En 1990, il est clairement apparu à l'Association «A.G.E.S.T.L.» qu'un certain nombre d'Usagers devenant adultes ne relevaient pas des structures déjà existantes au niveau de la ville d'Aulnay-sous-Bois.

Ainsi, à l'initiative de Jean-Claude ABRIOUX, le Maire d'Aulnay-Sous-Bois et Président de l'Association, les deux directeurs (E.S.A.T., I.M.E.) sont mandatés afin de rechercher une solution autre que celle du retour en famille ou de l'hospitalisation. La ville garantit l'emprunt contracté par l'Association (30 % du coût des investissements), le Département assure le budget de fonctionnement et verse une subvention de 30 % et la Région assure une subvention de 40 %.

Le 1^{er} mars 1993, le Foyer à Double Tarification s'ouvre.

Parallèlement, l'Association propose l'extension de l'I.M.Pro dans le cadre du schéma départemental en créant un internat de semaine pour des adolescents relevant de l'I.M.E. (15 cas) et une section accueillant des enfants et adolescents polyhandicapés (six internes plus deux externes). En 1995, l'Association obtient l'aval pour la création de cet internat dont l'ouverture s'effectuera le 2 mai 2000.

Depuis 1997, conformément à la loi et à l'« amendement Creton » qui impose le maintien dans les établissements de l'enfance inadaptée de jeunes adultes handicapés confrontés à un manque de places, l'I.M.E. a accueilli, en plus de son agrément autorisé, un groupe de jeunes adultes de 20 ans et plus. Un projet de création de Foyer Occupationnel est proposé : la Ville fournit le terrain, le Conseil Général soutient le projet qui se verra achevé en juin 2002 pour l'externat et en septembre pour l'internat.

1997 création d'une cuisine autogérée au sein de l'IME sans livraison

2001 création de la cuisine centrale avec un agrément européen qui a développé sa production pour arriver au 31.12.22 à 750 repas/jour.

En 2005, le dossier de déménagement de l'E.S.A.T. a été finalisé en vue d'améliorer les conditions de travail, de répondre à des exigences de sécurité et de réunir sur le même site l'ensemble des activités. La Ville a soutenu l'Association dans ses démarches pour l'acquisition des nouveaux locaux ainsi que pour leur rénovation. L'opération était réalisable dans la mesure où l'on proposait aux tutelles une extension de 30 places à l'E.S.A.T. (dans un premier temps), et la mise en place d'une véritable S.A.S. (Section d'Adaptation Spécialisée) avec projet d'intégration à l'E.S.A.T.

Parallèlement, la reconstruction du F.A.M. (anciennement Foyer à Double Tarification) a été engagée ; là aussi pour des raisons de sécurité à l'hébergement, mais aussi pour réunir sur le même site l'externat et l'internat.

Là encore, la Ville a soutenu l'Association dans ses démarches pour l'acquisition.

Le problème de l'accueil des adultes polyhandicapés maintenus à l'I.M.pro s'est posé.

Nous y répondons en proposant la création d'une M.A.S. de 44 places. Ce projet était réalisable, la Ville ayant mis à disposition 8000 m² nécessaires à la construction dans le cadre d'un bail emphytéotique.

Le Foyer Fernand Marlier a ouvert ses portes le 1^{er} avril 2016 (C.A.J. accueillant 26 personnes en situation de handicap), il compte aujourd'hui 29 places d'accueil (l'extension de 3 places a été négociée dans le cadre du 1^{er} CPOM).

Mars 2018, le Siège de l'Association et ses fonctions supports ont été autorisés avec un prélèvement de frais de siège à hauteur de 2,17% des charges brutes des établissements.

En 2018, l'association projette l'ouverture d'un café associatif ouvert à tous sur la commune d'Aulnay sous Bois, un projet porté par le foyer l'équipe du foyer du Pré en lien avec l'ESAT pour créer un tiers lieu permettant d'accueillir des personnes en situation de handicap dans un espace inclusif. Séduit par le projet, la Ville d'Aulnay-sous-Bois a fourni un espace mutualisé avec le service administratif nommé le Déclic (mise en place par la Ville au profit des aulnésiens pour une aide dans les démarches administratives nécessitant le numérique). Le déclic café a été parrainé par l'épouse du Maire M. Bruno Beschizza et aménagé tant au niveau architectural que matériels par la Ville. Des donateurs comme l'Oréal et prestataires de l'association ont permis le financement de matériels manquants et d'acheter les produits nécessaires au lancement de l'activité.

Novembre 2019 a été inauguré le Déclic Café dans une perspective inclusive, un café associatif porté par l'ESAT Toulouse Lautrec sur le plan commercial en partenariat avec le foyer du Pré pour l'accompagnement et l'encadrement des personnes qui s'y rendent en immersion permettant aux personnes en situation de handicap de bénéficier d'un espace hors les murs permettant l'expression des potentialités sociales et de reconnaissances des compétences. Cet espace atypique permet aux personnes accompagnées en situation de handicap de faire des rencontres en dehors des établissements. Des ventes de boissons chaudes, fraîches et des mets en mode snack y sont vendus, le tout fait maison et confectionné à l'ESAT par des travailleurs et encadrants formés aux règles HACCP.

1er janvier 2019 a lieu la fusion absorption du Centre René LALOUETTE.

1er janvier 2019 effectivité du CPOM pour 5 ans jusqu'en 2023 pour les 7 établissements de l'A.G.E.S.T.L. hors René ALOUETTE.

Octobre 2019, comme déjà évoqué précédemment, a été signé le mandat de gestion en vue d'une fusion absorption avec l'association Arc en Ciel pour ses 4 établissements situés à Tremblay en France (L'IME le petit orme, le Foyer les bruyères, et les 2 EAM Bussière et es Myosotis).

1er janvier 2020 extension par avenant du CPOM pour le centre René LALOUETTE requalifié en IME pour un public de 0 à 20 ans avec la moitié de l'effectif destiné à l'accueil des profils TSA et l'autre demeurant DI. Ceci a conduit l'établissement (son équipe à renforcer ses compétences et les moyens mis à disposition pour adapter l'offre d'accompagnement au profit du nouveau public).

Décembre 2020 constitution de groupe de travail pour la révision et rédaction du projet associatif et ses orientations stratégiques de 2021-2025 (cf annexe 7) approuvé par en Assemblée Générale du 17.06.2021.

2021 préparation des nouveaux Statuts pour modifier l'architecture de la gouvernance représentée par la municipalité dans sa majorité au profit d'une gouvernance démocratique en introduisant des personnes physiques de la société civile, des représentants de parents ou aidants, représentants de personne en situation de handicap (annexe 8)

En Juin 2022, l'association a proposé une convention partenariale avec cinq organismes gestionnaires (Leila, EINA, Afdaeim, le CMPP de Romainville et Arc en Ciel) et s'est proposée de porter cette candidature au noms de ses partenaires pour piloter la démarche à partir du siège pour répondre à l'appel à projet des ESMS numérique pour se doter d'un DUI. La candidature a été retenue pour un budget global de 1 110 000€

Fin 2022 engagement de la réflexion pour le changement de nom et de logo de l'association dans le cadre d'un travail participatif (représentants de la gouvernance, des salariés, parents de personnes en situation de handicap, usagers, salariés) à travers plusieurs comités de pilotage durant toute l'année jusqu'à début 2023

Le 1er janvier 2023 réalisation de la fusion absorption de l'association Arc en Ciel avec la dissolution de celle-ci.

Le 26.06.2023, élections des différents collèges pour le nouveau conseil d'administration et bureau et approbation du changement de nom et de l'identité visuelle

Le 1er septembre 2023 réalisation des Pôles : Pôle enfance, Pôle Médicalisé, Pôle Non Médicalisé et Pôle Insertion

2.2 Faits significatifs

Au cours de l'exercice a renégocié son contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens. Cette renégociation a conduit à :

- Une extension globale de 34 places
- Une renégociation de l'autorisation des frais de siège avec une augmentation de ces derniers à travers l'augmentation du taux a appliqué aux charges de chaque établissement.

3 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis ;

3.2 Dérogations aux principes comptables

Des contraintes particulières sont imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs de prestations. Pour tenir compte de ces contraintes, il est dérogé à la règle suivante :

Certaines provisions pour risques et charges attribuées par les autorités de tarification ne représentent pas des passifs.

Selon l'ANC 2018-06, art.132-3:

Pour les immobilisations amortissables, l'entité peut rapporter en produits le montant de l'acquisition ou le coût de production sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement.

Il s'agit d'un choix de méthode comptable, applicable à l'ensemble des immobilisations amortissables et donnant lieu à une information dans l'annexe des comptes concernant la méthode retenue."

3.3 Evènements postérieurs à la clôture

Néant

3.4 Changements de méthodes comptables

Néant

3.5 Principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.5.1 Agrégation des comptes annuels

L'entité gère des établissements dont la gestion est contrôlée ainsi que des activités propres dont la gestion est libre (la liste des établissements par catégorie) :

- Gestion contrôlée :
 - ESAT
 - SAS
 - FAM
 - FFM
 - FDP
 - IME
 - MAS
 - EMP René LALOUETTE
 - IME Petit Orme
 - Foyer Les Bruyeres
 - FAM Les Myosotis
 - FAM Robert Bussière
 - SIEGE
 - MTL

- Gestion libre :
 - Association
 - Cuisine Centrale

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'entité sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège et des prestations réciproques.

Les comptes de résultat des établissements ou services soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat comptable de l'entité résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services.

Compte tenu des modalités de financement de certains établissements ou services ainsi que de leur indépendance budgétaire et administrative, les résultats de ces établissements ne sont pas économiquement compensables.

Le tableau de la note 4.2.2 détaille les résultats par établissement.

3.5.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires et après déduction des escomptes de règlement, ou à leur coût de production.

Les frais d'acquisition (droit de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés dans le coût d'acquisition

Les amortissements sont calculés sur le coût d'acquisition ou de production, suivant le mode linéaire selon les durées suivantes :

Nature de l'immobilisation	Durée
Frais d'établissement	5 ans
Logiciel	2 à 5 ans
Bâtiments	20 à 30 ans
Installations générales, agencements, aménagements	5 à 10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 10 ans
Agencements et aménagements divers	10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	5 à 10 ans

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur nette comptable.

3.5.3 Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3.5.4 Stocks

Les différentes catégories de stocks ont été valorisées au 31 décembre 2024. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire du stock est inférieure à sa valeur comptable.

3.5.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable. Elles sont comptabilisées dès que le débiteur véritable est identifié.

3.5.6 Valeurs mobilières de placement (VMP)

Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition. Un tableau détaille les plus et moins-values latentes par nature de VMP. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes viennent déprécier la valeur brute du placement financier.

Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition par rapport au cours de la bourse.

3.5.7 Provisions pour risques et charges

▪ Provisions d'un montant individuellement significatif

L'association a comptabilisé dans ses comptes un total de 395 K€ au titre des provisions pour risques et charges. A savoir :

- 235 K€ au titre des risques prud'hommaux ;
- 160 K€ au titre d'augmentation des salaires des travailleurs handicapés.

Le montant de la provision pour indemnité de départ à la retraite au 31/12/2024 est estimé à 708 150€.

Il existe également une provision pour équilibre des amortissements dérogatoires pour un montant de 83 456 €, une provision pour grosses réparations pour un montant de 109 800 €) et une provision pour autres risques pour un montant de 18 346 €.

3.5.8 Subventions d'investissement sur biens renouvelables

Les subventions d'investissements sont reprises au résultat au même rythme que les amortissements des biens qu'elles financent s'il s'agit de biens amortissables.

3.5.9 Provisions réglementées

Le règlement 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS ;
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS ;
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS.

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

3.5.10 Fonds dédiés

Des financements privés, contributions financières, destinées à financer des investissements, précédemment enregistrés en subvention d'investissements ont été reclassés en fonds dédiés en 2020. Ils sont repris au compte de résultat dans les mêmes conditions.

3.5.11 Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière (IFC) sont comptabilisées en provision pour 708 150 €.

Les hypothèses suivantes ont été retenues :

- L'augmentation constante des salaires est de 1% pour la catégorie non-cadre et 1,5% pour la catégorie cadre
- Le taux d'actualisation est de 3,38 %
- Le taux de rotation est de 7.69 % pour la catégorie non-cadre et 14.43 % pour la catégorie cadre
- L'âge normal de départ à la retraite est de 65 ans
- Le taux de charge social est de 55% pour les cadres et de 50% pour les non-cadres.
- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2016-2018.

3.5.12 Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

3.5.13 Différence sur réalisation de passif

Sont affectés à ce compte les plus ou moins-values sur cessions ou sorties d'actif.

3.5.14 Dettes provisionnées pour congés à payer

La variation de la dette a été comptabilisée en plus des charges pour un montant de 128 054€ hors charges sociales.

4 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

4.1 Actif

4.1.1 Tableau des immobilisations

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice Approuvée	Acquisitions	Cessions	virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais établissement	1 376 221				1 376 221
Frais de recherche et de développement	33 892		31 692		2 200
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	175 550		3 073		172 477
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL (I)	1 585 663		34 765		1 550 898
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	1 229 316				1 229 316
Constructions	46 641 560	527 787	49 263		47 120 083
Installations techniques matériel et outillage	2 603 652	376 336	71 749	49 382	2 957 621
Installations générales, aménagements divers	4 165 434	261 184	26 756	57 530	4 457 393
Matériel de transport	1 224 325	137 025	38 369		1 322 981
Matériel de bureau et informatique	750 262	33 388	25 160		758 491
Mobilier	1 309 541	69 710	4 664		1 374 587
Autres immobilisations corporelles	256 083	92 034	1 458		346 659
Immobilisations corporelles en cours	59 410	60 783	13 281	-106 912	0
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
TOTAL (II)	58 239 584	1 558 248	230 700	0	59 567 131
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations et créances rattachées	12 322				12 322
Autres titres immobilisés					
Prêts	20 482				20 482
Autres	67 598	1 820			69 418
TOTAL (III)	100 402	1 820			102 222
TOTAL (I+II+III)	59 925 649	1 560 068	265 466	0	61 220 251

4.1.2 Tableau des amortissements

AMORTISSEMENTS	Solde début exercice	Augmentation	Diminution	virement poste à poste	Solde fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais établissement	1 376 221				1 376 221
Frais de recherche et de développement	33 892		31 692		2 200
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	167 740	2 952	3 073		167 619
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL (I)	1 577 853	2 952	34 765		1 546 040
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions	26 979 242	1 204 141	46 577	45 949	28 182 755
Installations techniques matériel et outillage	2 182 986	186 541	72 389		2 297 137
Installations générales, aménagements divers	2 940 747	265 333	25 380	-45 949	3 134 751
Matériel de transport	860 312	126 171	39 728		946 754
Matériel de bureau et informatique	463 820	106 761	25 152		545 429
Mobilier	1 072 010	71 286	4 666		1 138 629
Autres immobilisations corporelles	222 471	75 214	1 458		296 227
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
TOTAL (II)	34 721 587	2 035 447	215 351	0	36 541 683
TOTAL (I+II)	36 299 439	2 038 399	250 116	0	38 087 722
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation		2 031 565			
- financière					
- exceptionnelle		6 834			

4.1.3 Tableau des dépréciations

NATURE DES DEPRECIATIONS	Solde début d'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Solde en fin d'exercice
DEPRECIATIONS				
Sur immobilisations :				
- incorporelles				
<i>Dont Donations temporaires d'usufruit</i>				
- corporelles				
<i>Dont Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
- financières	18 646			18 646
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	219 168		1 829	217 340
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres dépréciations	376	537		913
TOTAL	238 190	537	1 829	236 899
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation			1 829	
- financière		537		
- exceptionnelle				

4.1.4 Etat des créances

CREANCES	MONTANT	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF	
		Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Prêts (1)	20 482		20 482
Autres immobilisations financières	81 740		81 740
Organismes payeurs	958 879	958 879	
Usagers et comptes rattachés	518 872	518 872	
Créances reçues par legs ou donations			
Avances et acomptes	14 522	14 522	
Autres créances	595 532	595 532	
Charges constatées d'avance	75 754	75 754	
TOTAL	2 265 781	2 163 559	102 222
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice			
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			

4.1.5 Détail des produits à recevoir

Détail des produits à recevoir		Montants
Usagers et comptes rattachés		
41810000	CLIENTS FACT. A ETABLIR	66 141
41830000	DEPT FACT. A ETABLIR	168 628
Autres créances		
40980000	RRR A OBTENIR	5 012
43870000	PERSONNEL PRODUITS A RECEVOIR	15 471
44870000	ETAT PRODUITS A RECEVOIR	59 280
46871000	CE MTL BOISSONS & AUTRES	16 175
46870000	AUTRES PRODUITS A RECEVOIR	
TOTAL		330 707

4.1.6 Evaluation des valeurs mobilières de placement

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	Valeur d'acquisition	Cours à la clôture de l'exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
ACTIONS	162 016 €	168 772	6 756	
AUTRES VALEUR MOB DE PLACEMENT				
chez AGESTL	100 002 €	99 089		913
chez EMP	3 646 €	3 810	164	
Total	265 664	271 671	6 919	913

4.1.7 Détail des charges constatées d'avance

Détail des charges	Montants
Charges constatées d'avance	75 754
TOTAL	75 754

4.2 Passif

4.2.1 Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Solde à la clôture
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
FONDS PROPRES					
Fonds propres/fonds associatifs sans droit de reprise	13 870 782				13 870 782
Statutaires	871 982				871 982
Complémentaires	12 998 799				12 998 799
Fonds propres/ fonds associatifs avec droit de reprise					
Statutaires					
Complémentaires					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	9 728 438	768 813			10 497 251
Réserves statutaires ou contractuelles	307 598				307 598
Réserves pour projet de l'entité	8 205 220	768 813			8 974 033
Dont activités SMS sous gestion contrôlée	8 205 220	768 813			8 974 033
Autres	1 215 621				1 215 621
Report à nouveau	-4 877 886	-609 866			-5 487 752
Dont gestion propre	-5 665 846	-84 810			-5 750 656
Dont activités SMS sous gestion contrôlée	787 962	-525 057			262 905
Excédent ou déficit de l'exercice	158 948	-158 948		56 842	-56 842
Dont activités SMS sous gestion contrôlée	158 948	-158 948			0
Autres fonds propres/fonds associatifs					
Avances conditionnées					
Autres : à préciser					
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Apports					
Legs et donations					
RAN des activités SMS sous gestion contrôlée					
SITUATION NETTE (I)	18 880 282	0		56 842	18 823 440
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	965 428		254 460	39 338	1 180 549
Provisions réglementées	738 248		131 361		869 609
TOTAL (II)	1 703 676		385 821	39 338	2 050 158
TOTAL (I+II)	20 583 958	0	385 821	96 180	20 873 598
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation					
- financière					
- exceptionnelle					

4.2.2 Résultat effectif des établissements

	Résultat Comptable des établissements	Retraitements de consolidation	Résultat comptable après retraitements
ESAT	10 292	178 811	189 104
SAS	7 165	83 606	90 770
EAM TL	8 733	258 976	267 709
FDP	6 380	198 963	205 343
FAJ	8 624	71 938	80 562
IME TL	6 901	337 570	344 471
MAS	- 29 106	643 350	614 244
MTL	155 880	- 419 039	- 263 159
IME RL	5 147	191 879	197 026
CUISINE CENTRALE	- 25 420	- 1 221 152	- 1 246 572
ASSOCIATION	129 459	570	130 029
SIEGE	9 090	- 963 544	- 954 453
EAM LES MYOSOTIS	- 186 831	131 060	- 55 771
EAM BUSSIERE	- 178 722	229 450	50 728
FOYER LES BRUYERES	8 196	192 522	200 718
IME PETIT ORME	7 369	85 040	92 409
Total	- 56 842	- 0	- 56 842

4.2.3 Tableau de suivi des fonds dédiés par projets

Variation des fonds dédiés issus de :	Montant début de période	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont rembourse ments		Montant global	Projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
FD DEDIES FAM	9 875					9 875	
FD IME TL	7 788					7 788	
FD FO LES BRUYERES	19 773					19 773	
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	0						
Investissements	1 319 708	1 019 898	137 058			0	
Projets URIOPSS	7 000		7 000			2 202 548	
Stagiaire	10 322	31 521	5 618			0	
QVT	68 596		44 405			36 226	
Masques	56 989		233			24 191	
Master infirmier	5 243		2 659			56 756	
Autotests	519					2 584	
Formation	79 654	68 728	42 953			519	
Formation trisomie 21	3 300					106 429	
Sport	12 179	5 837	12 404			3 300	
Situation complexe	10 600	61 624	61 624			5 612	
Appui à la mutualisation	76 250		61 896			10 600	
Exploitation		300 000				14 354	
AMOA	100 000		27 871			300 000	
Contributions financières d'autres organismes						72 129	
Ressources liées à la générosité du public	0						
dons manuels (à préciser)	0					0	
DONS ECOTRAILS	1 585		1 585			0	
Dons paulot		750				750	
DONS RUGBY	1 208		200			1 008	
legs et donations							
Total	1 790 590	1 489 358	405 505	0	0	2 874 443	0



4.2.4 Tableau des provisions pour risques et charges

NATURE DES PROVISIONS	Solde début exercice	Dotation exercice	Reprise exercice	Solde en fin exercice
Provision pour litige	4 600		4 600	
Provisions pour risques	469 384		74 000	395 384
Provisions pour charges sur legs ou donations				
Provisions pour pensions et obligations similaires	596 422	130 251	18 523	708 150
Provisions pour restructurations				
Provisions pour impôts				
Provisions pour charges à répartir				
Autres provisions pour charges	213 321		1 719	211 602
TOTAL	1 283 727	130 251	98 842	1 315 136
Dont dotations et reprises:				
- d'exploitation				
- financière				
- exceptionnelle				
		130 251		

4.2.5 Etat des dettes

DETTES	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 143 603	5 039 448	2 223 777	3 880 378
Emprunts et dettes financières divers (1)	12 297	12 297		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	527 607	527 607		
Fournisseurs et comptes rattachés	727 978	727 978		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	3 058 237	3 058 237		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	754 855	754 855		
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	16 224 577	10 120 422	2 223 777	3 880 378
(1) Montants :				
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	782 115			

4.2.6 Détail des charges à payer

Détail des charges à payer dans les postes suivants du bilan :	Montants
1) Fournisseurs factures non parvenues 40810000 FOUR FACT NON PARVENUES	224 933
2) Personnel 42860000 PERSONNEL CHARGES A PAYER	20 568
3) Organismes sociaux	
4) Taxes dues sur les rémunérations 44860000 ETAT CHARGES A PAYER	
5) Dettes concernant les congés payés 42820000 DETTES PROV POUR CP 43820000 CHARGES PROV POUR CP	1 163 327 533 998
6) Autres charges à payer 43860000 AUTRES CHARGES A PAYER 41970000 CLIENTS AVOIR A ETABLIR 41980000 RESIDENTS AVOIR A ETABLIR	553 76 000
TOTAL	2 019 379

4.2.6 Détail des produits constatés d'avance

Détail des produits	Montants
Produits constatés d'avance	-
TOTAL	-

5 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 Présentation du compte de résultat

	2024	2023
Produits d'exploitation	33 616 935	33 223 796
Utilisations des fonds dédiés	409 273	184 413
Total des produits d'exploitation	34 026 208	33 408 209
Charges d'exploitation	32 474 047	31 950 736
Reports en fonds dédiés	1 495 358	1 088 134
Total des charges d'exploitation	33 969 405	33 038 870
Résultat d'exploitation	56 803	369 339
Résultat financier	-141 873	-448 916
Résultat exceptionnel	57 594	252 303
Impôt sur les bénéfices	29 366	13 779
Excédent	-56 841	158 948

5.2 Présentation des produits d'exploitation

Produits d'exploitation	Total	Ventes de biens et services	Subventions	Concours publics	Reprises amort/prov et transf charges	Autres	Utilisation fonds dédiés
LA VOIX DU DEVENIR	39 391,25					9 935,05	29 456,20
EAM	2 950 132,20		75 510,86	2 701 157,64	84 372,67	14 610,63	74 480,40
Cuisine centrale	9 557,69	36,30				9 521,39	
IME René Lalouette	2 880 935,12			2 789 698,82	9 223,70	2 379,15	79 633,45
ESAT	1 833 638,50	111 186,30		1 690 011,26	11 127,79	3 764,28	17 548,87
FFM	835 099,07		44 988,72	734 314,41	127,92	51 332,91	4 335,11
FDP	1 843 308,84	400,00	109 995,84	1 667 571,18	4 289,00	41 117,07	19 935,75
MAS	5 268 480,08	248 620,00		4 896 323,46	34 640,60	17 392,63	71 503,39
MTL	2 186 172,06	735 864,90			4 268,90	1 446 038,26	
SAS	599 164,80		31 608,00	537 021,15	2 175,06	22 072,90	6 287,69
SIEGE	16 295,72				6 117,95	10 177,77	
PETIT ORME	2 756 833,04			2 730 443,78	172,13	10 112,64	16 104,49
Les BRUYERES	2 606 778,91		196 496,40	2 185 205,56	4 971,19	185 506,28	34 599,48
MYOSOTIS	3 633 504,84		164 691,11	3 151 652,70	14 725,00	295 823,91	6 612,12
R.BUSSIERE	2 480 529,13		39 141,24	2 206 683,59		209 043,05	25 661,25
IME	4 086 386,00		7 942,99	4 020 864,40	30 983,00	3 480,89	23 114,72
TOTAL	34 026 207,25	1 096 107,50	670 375,16	29 310 947,95	207 194,91	2 332 308,81	409 272,92

5.3 Détail des financements publics

Financements publics	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres (préciser)	Total
Concours publics		19 515 602	10 465 721			29 981 323
Subventions d'exploitation						0
Subventions d'investissements						0
TOTAL	0	19 515 602	10 465 721	0	0	29 981 323

5.4 Charges et produits exceptionnels

Détail des charges	Montants
CHARGES EXCEPTIONNELLES	
CH. EXCEP sur opérations de gestion	224 916
CH. EXCEP sur opérations en capital et autres charges exceptionnelles	20 932
CH. EXCEP sur Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	138 196
TOTAL	384 044

Détail des produits	Montants
PRODUITS EXCEPTIONNELS	
PDTS. EXCEP Sur opérations de gestion	295 763
PDTS. EXCEP Sur opérations en capital	143 739
PDTS. EXCEP Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 135
TOTAL	441 637

RESULTAT EXCEPTIONNEL	57 593
------------------------------	---------------

5.5 Charges et produits financiers

Détail des charges	Montants
PRODUITS FINANCIERS	
De participation	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	
Autres intérêts et produits assimilés	173 090
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	17 847
Différences positives de change	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	
TOTAL	190 937

Détail des produits	Montants
CHARGES FINANCIERES	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	537
Intérêts et charges assimilées	332 273
Différences négatives de change	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	
TOTAL	332 810

RESULTAT EXCEPTIONNEL	-141 873
------------------------------	-----------------

6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Engagements reçus

Une garantie est accordée par la ville d'Aulnay Sous-Bois pour la totalité des emprunts, montant du capital, intérêts, commissions et frais accessoires.

6.2 Effectif moyen

	ETP	
	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	45,00	
Non cadres	389,00	

6.3 Information sur les rémunérations des dirigeants

Les trois plus grands dirigeants de l'association La Voix Du Devenir sont des cadres bénévoles non rémunérés.

6.4 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 53 557 € (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce), dont

- 53 557 € au titre de la mission légale de contrôle des comptes
- 0 € au titre des Services autres que la certification des comptes (SACC).

6.1 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature n'étaient ni valorisées, ni comptabilisées jusqu'en 2019. L'analyse des contributions volontaires et notamment du bénévolat a été revue en application du règlement 2018-06. Leur caractère non-significatif au regard de l'importance des ressources de l'entité a été confirmé, les seules contributions en nature étant le temps passé par les administrateurs pour la direction de l'entité.